



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/ICEF/667
8 février 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session extraordinaire
Siège de l'Organisation des Nations Unies
14 février 1980

OPERATIONS DE SECOURS D'URGENCE AU KAMPUCHEA

Destinataires : Membres du Conseil d'administration

Addressé par : James P. Grant
Directeur général

Ai visité récemment régions frontalières Kampuchea et Thaïlande. Comme promis dans document E/ICEF/666, on trouvera ci-après très bref résumé d'impressions pour information membres du Conseil d'administration et préparatifs session extraordinaire du 14 février.

Premièrement : grâce aux efforts du Gouvernement thaïlandais, des autorités de Phnom Penh et de la communauté internationale sous direction CICR et FISE, les catastrophes ont été temporairement, je répète temporairement, évitées. Fournirai détails à la réunion.

Deuxièmement : à la suite de la médiocre récolte annoncée pour la saison sèche de mai, les besoins d'importation de produits alimentaires pendant les mois d'été seront considérables : environ 140 000 tonnes de produits alimentaires et d'autres produits agricoles importés devraient avoir été acheminés aux capitales provinciales avant fin mai. On estime que les capacités internes actuelles ne permettent de distribuer qu'environ 100 000 tonnes selon les procédures actuelles, mais des efforts majeurs sont en cours pour améliorer la capacité et l'efficacité des transports. Il faudra que parviennent au Kampuchea pour toute l'année 1980 environ 200 000 tonnes de produits alimentaires, y compris les 15 000 tonnes déjà livrées en janvier.

Troisièmement : les mesures prises actuellement au Kampuchea sous la direction du FISE et du CICR en association avec le PAM devraient sans doute se poursuivre approximativement jusqu'à la fin de 1980; entre-temps, des efforts devraient être

déployés pour que la direction soit alors confiée à une autre entité, le FISE assumant de nouveau son rôle plus normal d'appui uniquement aux programmes en faveur des enfants, notamment aux programmes de remise en état des services destinés aux enfants (par exemple, écoles primaires et centres sanitaires locaux), qui progressent déjà à un rythme encourageant.

Quatrièmement : dans la région frontalière thaïlandaise, le FISE fournit concrètement la plus grande part de l'assistance, le PAM apportant une aide alimentaire substantielle et le CICR apportant une aide médicale. Cette activité devrait sans doute se poursuivre dans l'immédiat, mais des efforts devraient entre-temps être déployés pour confier une plus grande responsabilité au HCR et finalement aux gouvernements et autorités intéressés. Le nombre d'habitants à secourir dans régions frontalières pendant les mois critiques de mousson d'été dépendra largement du succès des efforts décrits au paragraphe 2.

Cinquièmement : financièrement, les besoins du FISE ont été évalués à l'origine à environ 45 millions de dollars jusqu'en mars. Grâce aux contributions versées récemment par plusieurs gouvernements, le déficit de 13 millions de dollars enregistré mi-janvier est désormais réduit et nous espérons qu'il sera bientôt comblé grâce à de nouveaux appels d'urgence à des donateurs éventuels. Crédits nécessaires pour le reste de 1980 actuellement en cours d'examen et le Conseil en sera informé à la réunion du 14 février. Le Secrétaire général envisage officieusement convoquer une autre conférence d'annonces de contributions et/ou lancer un nouvel appel. Les opinions du Conseil à ce sujet seront les bienvenues.

Sixièmement : ressources en personnel du FISE considérablement limitées du fait des efforts au Kampuchea, ainsi que d'autres situations d'urgence. Arrangements administratifs spéciaux nécessaires à Bangkok et au Siège pour limiter répercussions défavorables sur l'exécution des programmes à long terme.

Considérant ce qui précède, que j'exposerai plus en détail à la réunion du 14 février, et compte tenu des renseignements plus complets figurant dans document E/ICEF/666, j'espère que la session spéciale conduira essentiellement à approuver généralement les mesures prises jusqu'à présent et participation envisagée pour 1980, grâce à une aide dans la collecte des fonds nécessaires à cette entreprise. Le Conseil pourra réexaminer la situation à sa session de mai.
